
Assemblée des États Parties

Distr. générale
2 octobre 2007

FRANÇAIS
Original: anglais

Sixième session

New York

30 novembre – 14 décembre 2007

**Élection destinée à pourvoir trois sièges de juges
actuellement vacants à la Cour pénale internationale**

Note du Secrétariat

1. L'élection de trois juges de la Cour pénale internationale aura lieu au cours de la sixième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à New York du 30 novembre au 14 décembre 2007.

2. Aux termes de l'article 36 du Statut de Rome, les juges seront élus pour pourvoir les sièges devenus vacants à la suite de la démission, le 10 décembre 2006, de Mme Maureen Harding Clark (Irlande), de la démission de M. Karl T. Hudson-Phillips (Trinité-et-Tobago), qui a pris effet le 30 septembre 2007, et de la démission de M. Claude Jorda (France), qui a pris effet le 12 août 2007.

3. Selon le paragraphe 4 de l'article 36, les États Parties doivent présenter des candidats suivant la procédure de présentation de candidatures aux plus hautes fonctions judiciaires dans l'État en question ou suivant la procédure de présentation de candidatures à la Cour internationale de Justice prévue dans le Statut de celle-ci. En outre, les candidatures doivent être accompagnées d'un document détaillé montrant que le candidat présente les qualités visées au paragraphe 3 de l'article 36.

4. Selon les paragraphes 3 et 5 de l'article 36, les juges doivent être choisis parmi des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité et réunissant les conditions requises dans leurs États respectifs pour exercer les plus hautes fonctions judiciaires. Tout candidat à un siège à la Cour doit aussi avoir une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour. En outre, deux listes de candidats ont été établies (voir l'annexe II de la présente note):

Liste A - candidats possédant une compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale, ainsi que l'expérience nécessaire du procès pénal, que ce soit en qualité de juge, de procureur ou d'avocat, ou en toute autre qualité similaire;

Liste B - candidats possédant une compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international, tels que le droit international humanitaire et les droits de l'homme, ainsi qu'une grande expérience dans une profession juridique qui présente un intérêt pour le travail judiciaire de la Cour.

Aux fins de la présente élection, deux juges au moins seront élus parmi les candidats de la liste A.

5. Le paragraphe 6 de l'article 36 prévoit que les juges sont élus au scrutin secret lors d'une réunion de l'Assemblée des États Parties convoquée à cet effet en vertu de l'article 112, et que ce sont les trois candidats ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants qui sont désignés. En outre, conformément aux dispositions de la résolution ICC-ASP/3/Res.6, s'il reste des sièges à pourvoir à l'issue du premier tour du scrutin, il est procédé à des scrutins successifs jusqu'à ce que les sièges restants aient tous été pourvus.

6. Aux termes des paragraphes 7 et 8 de l'article 36, la Cour ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même État et, dans le choix des juges, les États Parties tiennent compte de la nécessité d'assurer, dans la composition de la Cour, la représentation des principaux systèmes juridiques du monde, une représentation géographique équitable et une représentation équitable des hommes et des femmes. En outre, ils tiennent compte de la nécessité d'assurer la présence de juges spécialisés dans certaines matières, y compris, mais sans s'y limiter, les questions liées à la violence contre les femmes ou les enfants.

7. À sa troisième session, au cours de sa sixième séance plénière, le 10 septembre 2004, l'Assemblée des États Parties a adopté la résolution ICC-ASP/3/Res.6 sur les modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges de la Cour pénale internationale. En outre, à la reprise de sa cinquième session, au cours de sa neuvième séance plénière, le 1^{er} février 2007, l'Assemblée des États Parties a adopté la résolution ICC-ASP/5/Res.5, qui contient un amendement au paragraphe 27 du dispositif de la résolution ICC-ASP/3/Res.6.

Conformément au paragraphe 13 de cette résolution, les candidatures pouvaient être présentées, en vertu d'une décision du Bureau, du 1^{er} juin 2007 au 24 août 2007. Selon le paragraphe 3 de la résolution, elles pouvaient l'être pendant douze semaines. À la date de clôture, le 24 août, le Secrétariat avait reçu six candidatures. L'une d'elle a été retirée le 20 septembre 2007.

8. Comme prévu au paragraphe 8 de la même résolution, le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties a affiché sur le site de la Cour pénale internationale¹, dès que possible après leur réception, les candidatures aux sièges de juge ainsi que les documents s'y rapportant, visés à l'article 36 du Statut, et d'autres pièces justificatives.

9. Conformément au paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/3/Res.6, la liste de toutes les personnes dont les candidatures ont été présentées, dans l'ordre alphabétique anglais, accompagnée des documents s'y rapportant, figure à l'annexe I de la présente note (voir ICC-ASP/6/15/Add.1). Trois autres listes faisant l'objet d'autres annexes indiquent la répartition des candidats entre la liste A et la liste B (annexe II), en fonction des groupes régionaux (annexe III) et par sexe (annexe IV).

10. La procédure à suivre pour l'élection des juges est décrite aux paragraphes 15 à 25 et au paragraphe 27 de la résolution ICC-ASP/3/Res.6.

¹ <http://www.icc-cpi.int>, sous «Assemblée des États Parties».

Annexe I

Liste alphabétique des candidats (avec exposé des qualifications)

[voir ICC-ASP/6/15/Add.1]

Annexe II

Répartition des candidats entre la liste A et la liste B

Liste A	Liste B
<i>Nom</i>	<i>Nom</i>
1. COTTE, Bruno	1. SAIGA, Fumiko
2. DIXON, Graciela	
3. NSEREKO, Daniel David Ntanda	
4. PERMANAND, Jean Angela	

Annexe III

Répartition des candidats par groupe régional

Nom (nationalité)

Groupe des États d'Afrique

1. NSEREKO, Daniel David Ntanda (Ouganda)

Groupe des États d'Asie

1. SAIGA, Fumiko (Japon)

Groupe des États d'Europe orientale

s.o

Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes

1. DIXON, Graciela (Panama)
2. PERMANAND, Jean Angela (Trinité-et-Tobago)

Groupe des États d'Europe occidentale et autres États

1. COTTE, Bruno (France)

Annexe IV

Répartition des candidats par sexe

Hommes	Femmes
<i>Nom</i>	<i>Nom</i>
1. COTTE, Bruno	1. DIXON, Graciela
2. NSEREKO, Daniel David Ntanda	2. PERMANAND, Jean Angela
	3. SAIGA, Fumiko

--- 0 ---